

Migrants

Migrations et développement

1

*Des situations
complexes et variées*

Le développement est souvent présenté comme une réponse pour limiter les flux migratoires, avec l'idée sous-jacente qu'il permettrait aux individus de trouver une juste place là où ils sont. Mais les différences de développement entre pays ou entre régions expliquent-elles, à elles seules, le besoin de changer de lieu de vie ?

Avec le soutien de la 
FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

« Voulons-nous faire de la migration une source de prospérité et de solidarité internationale ou y voir un facteur de déshumanisation et de tension sociale ? »

António Guterres, secrétaire général de l'ONU

Mai 2018, la Belgique s'émeut à la suite du décès de Mawda, fillette de deux ans abattue par le coup de feu d'un policier. Les faits ne se déroulent pas à Alep ou à Bagdad, mais en Wallonie. Et les questions fusent : à qui la faute ? La police ? Les passeurs ? Le gouvernement ? Il se trouvera même des politiques cyniques pour incriminer les parents.

Une fois de plus, la question des migrations revient sur le devant de la scène, par le biais cruel de vies humaines malmenées, sacrifiées, perdues.

Par-delà ce cas singulier, c'est toute notre approche des phénomènes migratoires qui doit être questionnée. Dans le cadre de cette analyse, nous nous pencherons en particulier sur les liens entre les politiques de développement et les flux migratoires.

Contexte

Souvent envisagé comme un problème à « gérer », le thème des migrations ne laisse personne indifférent. Abordé sous l'angle des rapports Nord-Sud, il est souvent mis en parallèle avec la nécessité d'investir dans le développement des pays dits d'origine. En substance, le discours est le suivant : *pour qu'ils n'aient plus besoin de venir chez nous, il faut qu'ils puissent vivre dans de meilleures conditions chez eux... Nous devons donc investir dans la coopération, le développement ; l'effet bénéfique sur les populations du Sud limitera les flux migratoires vers chez nous...*

Plus de développement = moins de migrations ? Cette question se fonde sur le souhait louable que chaque individu puisse s'épanouir là où il est né. Mais l'enfer est pavé de bonnes intentions... Aussi convient-il de se demander si l'idée séduisante du rapport développement/migration correspond à la réalité des faits... ou si elle ne relève pas plutôt d'un manque de discernement, voire d'une xénophobie qui ne dit pas son nom.

Au préalable, il conviendrait également de requalifier le concept de *développement*, même durable, qui tend à idéaliser l'Occident, érigé en modèle à rattraper, et fait la part (trop) belle au principe de croissance économique. Dans la présente analyse, nous emploierons donc ce terme par défaut.

Les migrations en chiffres

Avant tout, quelques précisions terminologiques s'imposent... En matière de migrations, les données se basent sur les « stocks » (nombre d'immigrés qui vivent dans un pays) et les « flux » (entrées et sorties sur une période donnée). Le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui immigrer/entrent et celles émigrer/sortent. Il n'est pas impossible que des États présentent un stock important d'immigrés mais de faibles flux et inversement.¹

D'après les données fournies par les Nations Unies fin 2017, 258 millions de personnes (3,4 % de la population mondiale) ne vivent pas dans le pays où elles sont nées. Parmi les personnes migrantes, environ un dixième sont des réfugiés ou des demandeurs d'asile (voir détail ci-après).

Les États-Unis sont la principale destination des migrants internationaux (50 millions). Sans immigration, la population de l'Europe aurait diminué entre 2000 et 2015.²

Près de la moitié de ces personnes sont des femmes (48,4%). Elles représentent même la majorité des migrants internationaux dans plusieurs régions du monde.³

Dans ses observations de 2013, l'Organisation internationale du travail (OIT) estime à 150 millions le nombre de travailleuses et de travailleurs migrants dans le monde.⁴ La majorité se trouve dans des pays à hauts revenus. Leur secteur d'activité varie fortement en fonction du genre.

¹ Institut national d'études démographiques, France.

² <https://fr.reuters.com/article/topNews/idFRKBN1EC2MM-OF RTP>, consulté le 25.05.2018.

³ <https://www.afrikmag.com/nombre-migrants-internationaux-atteint-258-millions-onu/>, consulté le 25.05.2018.

⁴ Les termes travailleuse et travailleur migrant s'appliquent à tout migrant international actuellement employé, au chômage ou en recherche d'un emploi dans le pays où il réside.

Par exemple, 11,5 millions de migrants internationaux sont employés dans le travail domestique (73,4% sont des femmes).⁵

Fin 2016, le HCR⁶ dénombrait 65,6 millions de personnes déracinées en raison de conflits et de persécutions, dont 40,3 millions de personnes déplacées au sein des frontières de leur propre pays. Quant à ceux qui ont quitté leur pays, la plupart ont cherché refuge dans un pays en développement ou à revenu moyen (84%). 4,9 millions de personnes étaient accueillies dans un des pays les moins développés.⁷

Une vision dichotomique

Avant d'analyser les liens entre développement et migrations, attardons-nous sur un élément contextuel important : la manière dont les migrations sont généralement perçues dans le monde occidental.

Cette vision se base souvent sur des classifications binaires, partant du très courant « chez eux » / « chez nous », jusqu'à la répartition entre migrations « économiques » ou « politiques », en passant par la distinction « migrations forcées » / « migrations volontaires », ou « pays d'accueil » / « pays d'origine » (que l'imaginaire occidental a souvent tendance à faire correspondre à « pays riches » / « pays pauvres »).

En réalité, toutes ces déclinaisons méritent d'être relativisées, car elles contribuent à produire une perception erronée des migrations et, partant, influencent les politiques mises en place pour maîtriser ces phénomènes.

Cette vision accorde une importance démesurée aux frontières des États-nations. Ainsi, une personne née dans un pays P aura accès à certains droits ; droits dont seront exclues les personnes n'ayant pas la nationalité de ce pays (même si elles y résident depuis longtemps). La ligne de démarcation entre « chez eux » et « chez nous » paraît donc, dans ce cas, totalement artificielle.

De surcroît, les flux migratoires ne se limitent pas au fait de franchir des frontières entre États, puisqu'ils concernent davantage de déplacements

⁵http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@dgreports/@dcomm/documents/publication/wcms_436334.pdf, consulté le 25.05.2018.

⁶ Agence des Nations Unies pour les réfugiés.

⁷ <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies.html>, consulté le 25.05.2018.

internes. Comme l'explique Alejandro Grimson, docteur en anthropologie, « les processus d'urbanisation en sont l'illustration par excellence ». Et de détailler : « plusieurs régions d'Asie et d'Afrique connaissent un exode rural aux dimensions largement supérieures aux flux d'immigration expérimentés par les pays européens ces dernières années. De même, la catégorie "réfugiés" est généralement réservée aux cas internationaux, alors que des phénomènes de déplacement massif, impliquant des millions de personnes, se jouent à l'intérieur des frontières nationales⁸ ».

Mais revenons-en aux cas susmentionnés... Pourquoi faut-il relativiser ces lignes de démarcation binaires ? Prenons un exemple : pays *d'origine* ou pays *de destination* ? Il n'est pas rare qu'un pays soit à la fois destination et point de départ de mouvements migratoires (ou que cette situation évolue voire s'inverse au cours du temps, au gré des circonstances).

Migrations *économiques* ou migrations *politiques* ? Souvent, les motifs de migrations se confondent et se cumulent. Pour le professeur François Gemenne, chercheur et spécialiste des mouvements migratoires liés aux changements climatiques, « toute notre réflexion est complètement polluée par ce cadre de pensée dichotomique qui veut faire rentrer les migrants dans des catégories spécifiques et imperméables les unes aux autres et qui oublie complètement, d'une part, que la plupart des migrants se déplacent pour des raisons multiples et que, sur le plan éthique et pratique, il est extrêmement difficile de décider qu'une cause de migration est plus légitime qu'une autre⁹ ».

Il est important de tenir compte de ce contexte pour poser la question du lien entre développement et migration.

⁸ GRIMSON A., « Douze idées reçues sur les migrations », *Migrations internationales. Un enjeu Nord-Sud*, « Alternatives Sud », Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve, 2015.

⁹ <https://unesco.delegfrance.org/Francois-Gemenne-Immigration-climatique>, consulté le 24.05.2018.

Plus de développement pour moins de migrations ?

Notre réponse à cette question se ventilerait en 4 volets :

A. Ce ne sont pas les plus pauvres qui se déplacent le plus

Même si les pays à haut revenu présentent une forte attractivité, qui tend d'ailleurs à s'accroître ces dernières décennies¹⁰, il serait réducteur de n'envisager les migrations internationales que comme des mouvements du Sud vers le Nord. Pour le cas des réfugiés, notamment, rappelons que l'immense majorité (84% en 2016) se situe dans des pays à revenu moyen ou faible.¹¹ Avec la mondialisation, les flux migratoires se sont diversifiés, et les déplacements Sud-Sud en constituent une part importante ; d'après la Banque mondiale, « en 2013, plus de 38 % des migrants internationaux ont migré d'un pays en développement vers un autre, alors que 34 % ont quitté un pays en développement pour s'installer dans un pays développé¹² » (les flux Sud-Sud ont donc été plus importants que les flux Sud-Nord cette année-là).

À cette analyse des mouvements, ajoutons que les pays les plus pauvres ne sont pas ceux qui présentent les taux d'émigration les plus élevés ; ce sont davantage les pays à revenu intermédiaire.¹³ Attribuer au manque de développement la raison principale des migrations est donc extrêmement réducteur.

De plus, au niveau individuel, rappelons que ce ne sont pas majoritairement les personnes les plus pauvres qui quittent leur pays, « au motif simple que l'acte de migrer, la quête de nouveaux horizons, est une entreprise qui, en elle-même, requiert un certain nombre de ressources et de réseaux sociaux.¹⁴ »

Dans les zones de conflits, ce constat est tristement cynique, comme l'explique Joude Jassouma dans son livre témoignage : « Ceux qui

¹⁰ OCDE, *Perspectives du développement mondial 2017. Les migrations dans un monde en mutation*, 2016.

¹¹ <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies.html>, consulté le 24.05.2018.

¹² <http://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2015/12/18/international-migrants-and-remittances-continue-to-grow-as-people-search-for-better-opportunities-new-report-finds>, consulté le 25.05.2018.

¹³ MOUHOUD E. M., « Migrations internationales : paradoxes et impasses de politiques », in *Migrations internationales. Un enjeu Nord-Sud ?*, « Alternatives Sud », Centre tricontinental, Louvain-la-Neuve, p. 36.

¹⁴ GRIMSON A., *op. cit.*

n'avaient pas d'argent sont restés en Syrie, sous les bombes, ou se sont retrouvés dans des camps en Jordanie ou en Turquie.¹⁵ »

B. Les théories classiques

Le professeur Alessandro Monsutti, chargé de cours à The Graduate Institute (Genève) consacre un long article aux différentes théories sur le rapport entre migration et développement.¹⁶

La période 1950-1960 a fait la part belle à la théorie de la modernisation. Fondée sur le modèle de l'économie néoclassique de l'allocation optimale des ressources, cette théorie veut que les migrants se déplacent forcément « des régions à faible revenu vers les régions à revenu élevé, et des régions densément peuplées vers les régions moins peuplées. » Cette dynamique résulterait de choix individuels rationnels et du jeu d'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail. « Dans ce modèle, les capitaux et les personnes circulent en sens inverses » et en fin de compte, la migration entraîne « des effets positifs sur le long terme pour le développement des régions d'origine », avant de s'atténuer une fois les écarts résorbés. Elle voit dans l'exode rural une opportunité pour l'industrialisation de ces pays.

Mise à l'épreuve des faits, cette théorie paraît trop réductrice. L'exemple de l'urbanisation en est la preuve évidente, puisqu'elle est loin de s'accompagner automatiquement d'un gain de prospérité. Cette théorie méconnaît également les vastes mouvements de populations à partir de régions peu peuplées vers des régions plus densément peuplées.

Ces observations recourent celles du professeur Mouhoud, qui explique que, même si la plupart des migrants espèrent obtenir une vie meilleure et, notamment, trouver un travail, « ils ne vont pas forcément là où ils auraient aimé aller d'un point de vue rationnel, parce que les coûts de mobilité sont parfois prohibitifs et que vont jouer à ce moment-là d'autres variables, ce que nous appelons les effets de réseau, [...] souvent des réseaux familiaux, communautaires, de villages, etc. » Selon ses recherches, « les différences de chômage et les différences d'emploi

¹⁵ JASSOUMA J., *Je viens d'Alep*, Allary Editions, 2017, p. 94.

¹⁶ MONSUTTI A., « Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 27-2 | 2008, mis en ligne le 01 avril 2010. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/162>, consulté le 25.05.2018.

jouent beaucoup moins que les effets de réseau [...]. Dès lors, les migrants ne vont pas nécessairement là où se trouveraient les besoins de main-d'œuvre ou des salaires plus élevés.¹⁷ »

Monsutti établit un parallèle entre la théorie de la modernisation « marquée par une vision bipolaire où les sociétés qui envoient et celles qui reçoivent des migrants sont opposées », et « la distinction entre les facteurs *push*, qui motivent le départ du pays d'origine, et *pull*, qui attirent le migrant dans le pays d'accueil éventuel. »

Or, là encore, les routes migratoires ne peuvent se réduire à des flèches à sens unique. Selon Monsutti, « il s'agit d'un modèle plus descriptif qu'analytique, dans lequel les migrations ne sont pas perçues comme un processus ; il insiste sur les causes des mouvements, mais semble insuffisant pour rendre compte des modifications induites par les migrations.¹⁸ »

À cette théorie s'est opposée celle des *dependentistas*, du nom d'un groupe d'intellectuels latino-américains. Partant du constat que les rapports de force politiques et économiques sont inévitables entre les régions du monde, ils voient dans les migrations internationales des mouvements forcés par les rapports de domination entre régions inégales, conduisant à l'accentuation des écarts. Dans ce cadre, les migrants agiraient systématiquement sous la contrainte de forces structurelles, fuyant devant la misère et appauvrissant encore davantage les sociétés d'origine.

Cette théorie pêche, autant que la précédente, par son côté réducteur. Si la critique des mécanismes structurels engendrant les inégalités est pertinente sous certains aspects, en matière de migrations, elle « réduit les humains au statut de victimes » et « nie leur capacité d'action¹⁹ », tout en négligeant les facteurs culturels.

C. L'optimisme des organisations internationales

Actuellement, les organisations internationales, dans une belle unité, présentent les migrations comme une occasion à saisir. Si elles décrivent peu l'impact de l'aide publique au développement sur les migrations,

¹⁷ MOUHOUD E. M., *op. cit.*

¹⁸ MONSUTTI A., *op. cit.*

¹⁹ *Ibid.*

elles présentent souvent le rapport inverse, à savoir les apports des migrations en faveur des pays considérés en développement, comme pour les pays à haut revenu.

Citons l'Organisation internationale pour les migrations : « la philosophie de l'OIM est que les migrations internationales, à condition d'être correctement gérées, peuvent contribuer à la croissance et à la prospérité des pays d'origine et de destination, et profiter aux migrants eux-mêmes.²⁰ »

Même tonalité dans le discours d'António Guterres, secrétaire général de l'ONU : « La migration suscite la croissance économique, réduit les inégalités et crée des liens entre sociétés diverses.²¹ »

L'OCDE observe que « le développement économique mondial stimule les migrations » et, parallèlement, invite à « faire des migrations un moteur de développement ». Elle fournit en outre des recommandations très claires : « Les responsables de l'action publique doivent concevoir des stratégies de migration et de développement pour minimiser les coûts induits par la mobilité humaine et maximiser ses effets positifs.²² »

Cette tendance a le grand mérite – dans un contexte de recrudescence de la xénophobie – de contrer l'hostilité ambiante à l'égard des migrants. Mais ne cédon pas pour autant à l'angélisme. Tout d'abord, relevons ce paradoxe : alors que l'économie néolibérale tend à limiter l'influence des États, en matière de gestion de flux migratoires, la souveraineté de ces mêmes États n'est jamais remise en cause (si l'on excepte les faibles tentatives de l'Union européenne pour gérer les relocalisations entre États-membres). Ensuite, du discours à la pratique, il y a un pas que beaucoup d'États, englués dans leur logique sécuritaire, ne sont pas prêts à franchir.

Enfin, les travaux mentionnés plus haut tendent toujours à présenter les migrations de manière utilitariste, sur le plan économique, ses côtés sociaux et culturels étant la plupart du temps relégués au second plan, quand ils ne sont pas complètement occultés.

²⁰ <https://www.iom.int/fr/migration-et-developpement>, consulté le 25.05.2018.

²¹ <https://www.un.org/sg/fr/content/sg/articles/2018-01-11/towards-new-global-compact-migration>, consulté le 05.06.2018.

²² OCDE, *Perspectives du développement mondial 2017. Les migrations dans un monde en mutation. Résumé en français*, 2016.

Envois de fonds : supérieurs à l'aide publique au développement (APD) mais pas la panacée

D'après la Banque mondiale, « les envois de fonds vers des pays à revenu faible et intermédiaire a atteint un niveau record en 2017 » : 466 milliards de dollars.²³ Les principaux bénéficiaires sont l'Inde, la Chine, les Philippines et le Mexique. Si l'on y ajoute les envois vers des pays à revenu élevé, le total s'élève à 613 milliards de dollars.

En comparaison, l'OCDE estime à 146,6 milliards de dollars l'aide octroyée par des bailleurs publics pour la même année. Ce montant inclut 14,2 milliards consacrés à l'accueil des réfugiés par les pays donateurs (316 millions pour la Belgique, soit 14,3 % du budget qu'elle a consacré à l'APD²⁴). Par ailleurs, beaucoup de pays (dont la Belgique) n'atteignent pas leur objectif de 0,7 % du budget consacré à l'aide publique au développement.²⁵

Les envois de fonds atténuent la « fuite de cerveaux » dénoncée par certains pays du Sud. On sait en effet qu'une part importante des migrants internationaux sont des personnes diplômées ou qualifiées. Bien que ces personnes soient souvent victimes de déclassement sur le marché du travail des pays de destination, en raison des statuts instables ou précaires (on parle même de « gaspillage des cerveaux »), elles contribuent par leurs transferts d'argent au développement de leurs régions d'origine. Au-delà d'un certain seuil d'expatriation des personnes qualifiées, cependant, la situation peut devenir problématique.²⁶

D. Éléments tendant à prouver que le développement... ne freine pas les migrations

Revenons-en à notre question initiale : le développement des régions d'origine limite-t-il les flux migratoires ? Pour répondre à cette question,

²³ Banque mondiale, communiqué de presse, « Des niveaux record d'envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire en 2017 », 23.04.2018.

²⁴ <http://www.oecd.org/development/financing-sustainable-development/development-finance-data/ODA-2017-detailed-summary.pdf>, consulté le 31.05.2018.

²⁵ <http://www.oecd.org/fr/presse/l-aide-au-developpement-reste-stable-et-les-apports-aux-pays-les-plus-pauvres-augmentent-en-2017.htm>, consulté le 31.05.2018.

²⁶ El Mouhoub Mouhoud explique en effet que « plus un pays est pauvre, plus son taux d'expatriation de qualifiés va augmenter ». Au-deçà de 15-20%, les effets peuvent être positifs pour les régions de départ. Mais pour certains pays, le taux d'expatriation de personnes qualifiées peut aller de 30 à 80%.

et forts des éléments déjà présentés ci-dessus, de multiples précautions doivent être prises, par exemple :

- Aucune région ne peut être considérée exclusivement comme un point de départ ou un point d'arrivée, la situation pouvant changer au fil du temps. Par ailleurs, une région peut tout à fait constituer simultanément une zone d'arrivée et une zone de départ.
- Les flux migratoires répondent à des dynamiques propres, sans que l'on puisse établir un parallélisme exclusif avec des facteurs économiques, politiques, environnementaux, démographiques, etc. Les raisons de la migration sont souvent multiples et interconnectées. Elles résultent, en outre, à la fois de tendances structurelles et de choix individuels ou familiaux.

Par-delà cette prudence élémentaire, attardons-nous aussi sur certaines thèses avancées par des spécialistes. Par exemple, le démographe Jean-Pierre Guengant s'est penché sur l'idée que, « si l'on s'attaque à la cause principale supposée des migrations, la pauvreté, notamment au travers de l'aide publique au développement, les migrations Sud-Nord finiront par se tarir ».

Pour lui, cela relève d'une « analyse simpliste du développement, des migrations internationales et des relations complexes qui existent entre ces phénomènes. » Il souligne qu'historiquement, le développement apparaît « comme créateur plutôt que réducteur de migrations.²⁷ » Une tendance que la mondialisation semble renforcer.

Comme d'autres, M. Guengant observe que « ce ne sont pas nécessairement les pays les plus pauvres ou défavorisés qui envoient les contingents de migrants ou de réfugiés les plus importants ». Il ajoute que « le processus de développement, en créant des occasions d'emplois dans de nouveaux secteurs, notamment en milieu urbain, précipite la sortie des secteurs traditionnels d'une grande partie de la main-d'œuvre qui y travaille pour des rémunérations très faibles, et favorise à la fois les migrations internes et les migrations internationales. »

En résumé, selon M. Guengant, « la relation entre développement et migrations internationales pourrait ainsi être schématisée par un U renversé : pendant le processus de développement, les migrations augmentent jusqu'à un certain niveau, puis décroissent pour

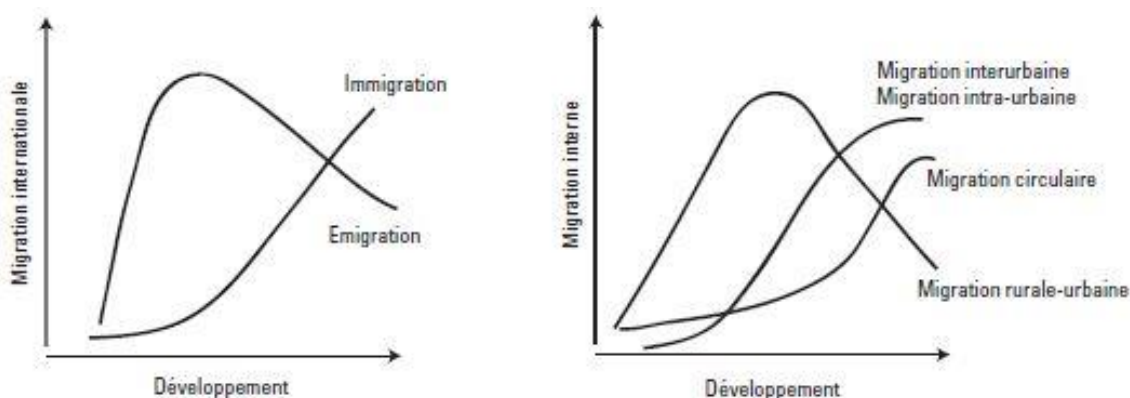
²⁷ GUENGANT J.-P., « Quel lien entre migrations internationales et développement ? », *Revue Projet*, 2002/4 (n° 272), p. 72-81. DOI : 10.3917/pro.272.0072. URL : <https://www.cairn.info/revue-projet-2002-4-page-72.htm>.

éventuellement disparaître.²⁸ » Ce processus s'inscrit dans le temps long et selon des modalités variables.

Cette théorie est appelée le *migration hump*. Ce modèle, illustré par le schéma ci-dessous, démontre qu'une période de décollage économique entraîne souvent une augmentation du flux d'émigration, car les moyens que les gens ont à disposition pour entreprendre un projet migratoire augmentent.

Selon le professeur Monsutti, « plus qu'une diminution tranchée des flux migratoires, les observations effectuées montrent que les modalités de déplacement et les parcours se diversifient lorsque les migrants et les populations dont ils sont issus consolident leurs ressources financières.²⁹ » Et d'ajouter : « le type de changements sociaux et économiques que l'on nomme développement a tendance dans un premier temps à augmenter la capacité des gens à migrer. Sur le long terme, on assiste à une diversification des modèles migratoires. »

Le « *migration hump* » (les effets du développement sur les flux migratoires)



Source : Hein de Haas, *Migration and Development : A Theoretical Perspective*, Oxford, University of Oxford, 2007, p. 18., cité dans MONSUTTI A., *Migration et développement : une histoire de brouilles et de retrouvailles*

Des observations similaires peuvent être faites concernant les investissements directs et les échanges commerciaux internationaux. Le professeur Mouhoud souligne notamment la « complémentarité entre l'ouverture commerciale, la mondialisation en général, et les migrations internationales. Plus vous mondialisez les échanges de biens et de capitaux, plus les migrants peuvent partir. L'ouverture commerciale ou la libéralisation des échanges de marchandises provoque d'abord un accroissement des migrations internationales parce que les gens ont des

²⁸ GUENGANT J.-P., *ibid.*

²⁹ MONSUTTI A., *op. cit.*

possibilités de partir, tout simplement. » Avec néanmoins ce paradoxe que « les migrations internationales constituent la composante de la mondialisation la plus restreinte dans sa liberté de circulation.³⁰ »

En conclusion, à la question posée du lien entre migration et développement, le professeur Monsutti répond qu'il n'y a « pas de relation inversement proportionnelle entre migration et développement : les politiques "le développement pour diminuer les migrations" ou "les migrations au service du développement" ne prennent pas la mesure de la complexité et de la diversité des situations. »

Plus tranchant encore, M. El Mouhoub Mouhoud affirme quant à lui qu'« il serait temps de cesser les sempiternelles litanies consistant à clamer qu'il suffirait de faire du codéveloppement et de libéraliser les échanges pour que les émigrés ne partent pas de chez eux.³¹ »

*

Une fois ce constat posé, nous devons toutefois nous interroger sur ce que suppose notre fameuse question du lien entre développement et migration. Car ce parallélisme n'est pas sans danger. Ce sera l'objet d'une seconde analyse, intitulée « migration et développement : des liaisons dangereuses. »

Renato PINTO

³⁰ EL MOUHOUB M., *op. Cit.*

³¹ *Ibid.*

